



**SONNERIES EXCLUSIVES POUR TON MOBILE**

- La frunk V2
- Plantation
- Jerry from the Block V1
- Parlatino
- La frunk
- Targau V1
- All the things she said
- Les bronzés font du ski V1
- Lose yourself B.Mie
- Ted 3

Recherche  [aujourd'hui](#) [Site](#) [Archives swissdox](#)

Chaîne du Bonheur - Séisme Asie



**L'ACTU SUISSE** Le Matin Online

- [Suisse](#)
- [Monde](#)
- [Economie](#)
- [Barricade](#)

**Les syndic défont l'Etat**

**ASILE** Croisade contre les autorités cantonales. Des dizaines d'élus municipaux de tous les partis font front commun contre le renvoi des requérants. Eric Voruz, premier magistrat de Morges, parle de procédés «inadmissibles»

BERTRAND FISCHER  
03 septembre 2004

Un vent de révolte souffle sur les communes vaudoises. Syndics ou municipaux, ils sont toujours plus nombreux à s'élever contre la politique d'asile du gouvernement cantonal. Une pétition lancée par Marianne Huguenin (POP) demande au Conseil d'Etat de renoncer à refouler une part importante des 523 requérants déboutés. «Déjà 79 élus l'ont signée, de tous partis politiques, dans les villes comme à la campagne», relève la conseillère nationale de Renens. Dans la liste, on trouve notamment Daniel Bréaz, syndic écologiste de Lausanne, la Municipalité d'Yverdon-les-Bains (deuxième ville du canton) au grand complet, des élus socialistes, radicaux, libéraux et PDC.

- Si vous avez manqué le début**
- » **Jean-Claude Mermoud:** «Dans dix jours, on expulse!»
- Sur le web**
- » **Eric Voruz, syndic de Morges**
  - » **Marianne Huguenin, POP**
  - » **Yverdon-les-Bains**

Eric Voruz est l'un des premiers signataires. Le syndic de Morges, aussi secrétaire syndical, défendra les requérants par rapport à leurs droits de travailleurs et de locataires. Il est remonté contre le conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud, chef de la Sécurité, qui a annoncé jeudi que la police se préparait à entrer en action dès la mi-septembre. «Il ne faut pas jouer à la Gestapo et aller chercher les gens sans les avertir. Si Mermoud cautionne cela, ça va chauffer en politique!» Le socialiste s'indigne aussi de voir le dossier de police de Bajram Jakupi, un père kosovar de Morges, livré au public pour justifier l'expulsion de toute sa famille.

L'avocat des Jakupi, Me Jean-Emmanuel Rossel, admet que son client a purgé 20 jours de prison pour des questions de circulation routière. «Est-ce pour cela qu'on refoule un père, sa femme et leurs trois enfants? Berne n'a donné aucun motif aux intéressés. On dérive vers une zone de non-droit!»

**Inquiétude à Istanbul**

Le collectif d'aide aux requérants s'inquiétait hier pour une famille kurde avec quatre enfants, rentrée jeudi en Turquie en ayant accepté un retour volontaire. Selon le témoignage de la fille aînée, le père et la mère ont été arrêtés à l'aéroport d'Istanbul, et les enfants (1, 3, 6 et 17 ans) livrés à eux-mêmes. Selon Denise Graf, d'Amnesty International, la loi turque autorise cette procédure lorsque des nationaux rentrent en Turquie sans passeport. En principe, ils sont relâchés dans les vingt-quatre heures, ce qui a été le cas pour la mère.